

## "Lisbonne veut favoriser la croissance et l'emploi" dans Le Figaro (11 janvier 2000)

**Légende:** Le 11 janvier 2000, le supplément Économie du quotidien français Le Figaro passe en revue les dossiers prioritaires de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne pour le premier semestre de l'année.

**Source:** Le Figaro Économie. 11.01.2000. Paris.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"lisbonne\\_veut\\_favoriser\\_la\\_croissance\\_et\\_l\\_emploi"\\_dans\\_le\\_figaro\\_11\\_janvier\\_2000-fr-cd24d69c-c8b5-40f4-805e-9bbc684ac7fc.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

*Le Portugal face à l'intransigeance fiscale de Londres*

## Lisbonne veut favoriser la croissance et l'emploi

### Marie-France Cale

Le Portugal, qui préside l'Union européenne (UE) depuis le 1<sup>er</sup> janvier, a accueilli hier à Lisbonne la Commission de Bruxelles emmenée par Romano Prodi. Histoire de fixer le cadre de ces six mois d'hiver et de printemps au terme desquels les Portugais passeront le témoin à la France.

D'entrée de jeu, Romano Prodi a rappelé que la présidence portugaise serait placée sous le signe de l'élargissement de l'Union à l'est. Une tâche de longue haleine que Paris devra poursuivre à partir du mois de juillet. Condition sine qua non de l'ouverture de l'Union à une bonne douzaine de candidats, la réforme des institutions européennes fera l'objet d'un nouveau round de négociations à partir du 14 février à Bruxelles, dans le cadre de la Conférence intergouvernementale (CIG). Francisco Seixas da Costa, le secrétaire d'Etat portugais chargé des Affaires européennes, avait lancé la semaine dernière, en allusion aux difficiles négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : « *Il s'agit de mon propre Millenium Round, seulement il ne durera que trois semaines.* »

Le responsable portugais peut surtout espérer que les discussions ne se perdront pas dans les sables comme celles de Seattle, début décembre...

En même temps que la CIG, sera lancée à Bruxelles le 14 février la deuxième vague de négociations avec six nouveaux pays (Lituanie, Lettonie, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie et Malte). L'UE négocie déjà depuis deux ans avec la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovénie, l'Estonie et Chypre. La Turquie, enfin, a été investie candidate à l'UE lors du Conseil européen d'Helsinki mi-décembre.

Pour le reste, le chef du gouvernement portugais, Antonio Guterres, devait proposer hier un plan de relance de l'Europe sociale qui sera remis aux Quinze lors d'un Conseil extraordinaire à Lisbonne les 23 et 24 mars. Un plan dont le potentiel d'innovation reste cependant assez faible après ce que les Quinze ont déjà entériné depuis trois ans lors des Conseils de Luxembourg, de Cardiff et de Vienne.

*« Il ne s'agit pas d'un nouveau processus, a prévenu Guterres, mais d'instruments pour faire de l'Union, dans dix ans, un espace économique basé sur l'innovation, la connaissance et la cohésion sociale, capable de générer un niveau élevé de croissance et d'emploi. »*

Le dossier le plus délicat pour la présidence portugaise reste, bien sûr, celui de l'harmonisation fiscale. Le ministre portugais de l'Economie et des Finances, Joaquim Pina Moura, prendra dès jeudi son bâton de pèlerin pour se rendre à Londres. Il y rencontrera le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, un homme peu disposé à accepter une uniformisation de la taxation de l'épargne en Europe. Pas question, notamment, d'imposer les eurobonds (Londres domine à 70 % le marché des euro-obligations).

Dès la semaine dernière, Robin Cook, le secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, de passage à Lisbonne, faisait savoir que Londres « *ne ferait aucun compromis sur cette question délicate* ». Selon lui, « *protéger les intérêts du marché londonien revient à protéger ceux du marché européen. Car si les eurobonds quittent la place financière de Londres, ils quitteront aussi les autres places européennes* ».